



**PRÉFÈTE  
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Contrat territorial  
d'accueil et d'intégration (CTAI) des étrangers  
primo-arrivants,  
dont les bénéficiaires d'une protection  
internationale (BPI) et d'une protection  
temporaire (BPT)**

au titre de l'année 2025

---

Commune d'Aubenas et son Centre Communal d'Action Sociale



jour du modèle : mai 2025



Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250924-DEL2025-157-DE  
Date de télétransmission : 26/09/2025  
Date de réception préfecture : 26/09/2025

Mise à



# TERRITOIRES d'INTÉGRATION

Entre

La ville d'Aubenas, représenté(e) par l'adjointe à la cohésion sociale et aux solidarités, Madame Cécile FAURE, par délibération n° du et ci-après désigné(e) sous le terme « La commune »,

Et

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de l'Ardèche, ci-après désigné sous le terme « l'État », d'autre part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville d'Aubenas, représentée par son Président, Monsieur Jean-Yves MEYER, par délibération n° du et ci-après désigné(e) sous le terme « le CCAS »,

**Il est convenu ce qui suit :**

## **PRÉAMBULE**

Vu la lettre d'intention signée du 20 mai 2025, la ville d'Aubenas et son CCAS s'engagent autour de la mobilisation de la commune d'Aubenas en faveur de l'accueil des étrangers primo-arrivants, dont les bénéficiaires d'une protection internationale en contractualisant avec l'État pour améliorer l'accueil et l'intégration de ce public.

L'objectif de ce contrat est d'apporter une réponse globale aux besoins des étrangers primo-arrivants dont les réfugiés en vue d'améliorer concrètement leur insertion sur le territoire. La coordination des différents acteurs et le développement de réponses nouvelles aux besoins non satisfaits, via des actions concrètes et complémentaires à l'existant devront être favorisés.

Dans cette perspective, le contrat territorial d'accueil et d'intégration de la Ville d'Aubenas visera, en veillant à associer tous les acteurs du territoire, à favoriser la réussite du parcours d'intégration par, notamment, l'apprentissage de la langue française et des valeurs de la République Française.

La ville d'Aubenas s'inscrit dans une démarche volontariste d'intégration en faveur des publics présents sur notre territoire. Ce contrat s'inscrira pleinement dans la politique de cohésion sociale et de solidarité portées les élus de la Ville d'Aubenas et son CCAS.

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> – Objet du contrat**

Les parties contractantes s'engagent à favoriser l'intégration des étrangers primo-arrivants (EPA) – dont les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) et les bénéficiaires d'une protection temporaire (BPT) – par l'intermédiaire des actions détaillées en annexe, sur les axes suivants :

**1.1. Axe 1 Ingénierie, coordination du contrat et gouvernance locale**

Fiche action Coordination, animation et développement du CTAI

**1.2. Axe 2 Lutte contre la fracture numérique et l'illectronisme**

Fiche action La mise en place d'ateliers thématiques pour lever les freins numériques

**1.3. Axe 3 Appropriation des principes de la République et des usages de la société française**

Fiche action Permettre une meilleure connaissance des institutions et du système scolaire en vue de favoriser la réussite éducative

**1.4. Axe 4 Apprentissage du français en général et à visée professionnelle**

Fiche action Ateliers sociolinguistiques et développement du pouvoir d'agir des primo-arrivants

Le contenu de ces axes s'articule nécessairement en complément des actions menées dans le cadre des politiques d'accompagnement de droit commun, dont le programme d'accompagnement global et individualisé pour les réfugiés (AGIR).

Les *étrangers primo-arrivants* (EPA) sont les personnes définies par la réunion des critères suivants :

- ressortissants de pays tiers à l'Union européenne ;
- en situation régulière en France depuis moins de 5 ans ;
- ayant vocation à s'y installer durablement.

Les *bénéficiaires d'une protection internationale* (BPI) sont les ressortissants étrangers s'étant vu reconnaître par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) le statut de réfugié, d'apatride ou le bénéfice de la protection subsidiaire.

Les *bénéficiaires d'une protection temporaire* (BPT) peuvent être visés par les actions du CTAI. Les BPT sont des étrangers non européens qui fuient massivement leur pays ou leur région d'origine et qui ne peuvent pas y retourner, en raison notamment d'un conflit armé ou de violences ou parce qu'ils sont victimes de violations graves et répétées des droits de l'homme. Depuis le 4 mars 2022, ce régime de protection temporaire s'applique aux personnes qui ont fui l'Ukraine et qui y résidaient le 24 février 2022 ou auparavant.

## **ARTICLE 2 – Durée du contrat**

Le contrat est conclu au titre de l'année 2025 pour une durée de 12 mois à compter de la signature.

## **ARTICLE 3 – Montant de la contribution financière de l'État et de la collectivité territoriale signataire**

### **ARTICLE 3.1. – Contribution financière de l'État**

L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 20 000 €, vingt mille euros au titre de l'année 2025.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

### **ARTICLE 3.2. – Contribution financière de la collectivité territoriale signataire**

La [nom désignant la collectivité figurant en page 1 du contrat] contribue par un financement direct pour un montant prévisionnel de XXXX ([en lettres]) euros au titre de l'année 202X.

[Le cas échéant] La [nom désignant la collectivité] contribue par un financement indirect pour un montant prévisionnel de XXXX ([en lettres]) euros au titre de l'année 202X.

Lors du bilan financier en fin d'exercice, les montants mentionnés *infra* n'ayant pas été dépensés pourront faire l'objet d'un report à l'exercice suivant.

## **ARTICLE 4 – Modalités de versement de la contribution financière de l'État**

Pour l'année 202X, l'État verse un montant de XXXX ([en lettres]) euros à la notification de la présente convention.

Cette dépense est imputée sur les crédits du budget 202X de la mission « Immigration, asile et intégration », programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française », action 12, sous-action 02, [010402020111] du ministère de l'intérieur.

La contribution financière est créditée au compte du CCAS de la Ville d'Aubenas selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

[Nom du titulaire du compte]

N° IBAN xxxx xxxxx xxxx xxxx

BIC xxxx xxxxx xxxx xxxx

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250924-DEL2025-157-DE  
Date de télétransmission : 26/09/2025  
Date de réception préfecture : 26/09/2025

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de l'Ardèche. Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques de XXXX.

## ARTICLE 5 – Articulation avec le programme AGIR

À compter de la mise en œuvre opérationnelle du programme AGIR dans le département de [indiquer nom], les actions portées par le CTAI doivent s'articuler avec celles mises en place par l'opérateur AGIR désigné dans le dit département.

En tant que coordinateur du parcours d'intégration des BPI qu'il prend en charge vers l'accès aux droits, le logement et l'emploi pérennes, il est nécessaire que l'opérateur AGIR puisse s'appuyer sur les actions portées par le CTAI qui peuvent participer à l'accompagnement proposé (logement, santé, garde d'enfants, formation linguistique, mobilité...).

En effet, les actions proposées dans le cadre de la mise en œuvre du CTAI peuvent répondre aux besoins d'accompagnement du public AGIR et celui-ci doit pouvoir en bénéficier.

Une analyse fine au cas par cas doit ainsi être menée pour identifier :

- d'une part, les actions qui ne pourront pas bénéficier au public AGIR car similaires à l'accompagnement global réalisé par l'opérateur AGIR,
- et d'autre part, les actions partenariales sur des besoins spécifiques (logement, santé, garde d'enfants, formation linguistique, mobilité...) vers lesquels l'opérateur AGIR pourra orienter des BPI qu'il prend en charge.

Les modalités de cette articulation sont détaillées dans une convention locale passée entre l'opérateur AGIR et les acteurs du CTAI, sous pilotage des services locaux de l'État.

Ainsi, cette convention doit notamment définir :

- le public pris en charge par chacun des opérateurs (AGIR et CTAI) dans le cadre d'un accompagnement global ;
- les actions portées dans le CTAI pouvant s'inscrire en synergie avec le programme AGIR.

## ARTICLE 6 – Référencement des actions

Réfugiés.info est une plateforme d'information collaborative développée par l'État qui permet la création d'une cartographie des acteurs locaux. Elle rassemble plus de 800 fiches d'informations thématiques traduites en 7 langues.

Elle est conçue comme un outil d'accompagnement, tant pour les professionnels de l'intégration que pour les BPI.

Afin de donner de la visibilité aux actions territoriales existantes dans les différentes thématiques de la vie quotidienne des BPI, les parties s'engagent à :

- Inviter les porteurs de projets financés dans le cadre de ce contrat à recenser leurs actions sur Réfugiés.info en autonomie, en rédigeant leurs fiches directement *via* la page « Publier une fiche » du site : <https://refugies.info/publier>
- Promouvoir la plateforme auprès des différents publics concernés (structures, professionnels de l'intégration et BPI) avec les outils mis à disposition sur ce kit de communication : <https://kit.refugies.info>

Pour vous accompagner dans ces démarches de référencement et de promotion, l'équipe de Réfugiés.info est à votre disposition à l'adresse suivante : [deploiement@refugies.info](mailto:deploiement@refugies.info)

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250924-DEL2025-157-DE  
Date de télétransmission : 26/09/2025  
Date de réception préfecture : 26/09/2025

## ARTICLE 7 – Gouvernance

Un comité de pilotage est instauré afin d'assurer le suivi continu des actions financées, d'examiner l'évaluation globale du contrat et d'ajuster les priorités d'intervention de celui-ci. Devant se réunir *a minima* deux fois par an, il est constitué par des représentants de [nom désignant la collectivité signataire] et des services de l'État. Pourront également être conviés, en fonction des besoins, les porteurs de projets du CTAI, l'opérateur AGIR et toute autre structure dont la présence permettrait d'améliorer la coordination des acteurs sur les actions prévues dans le présent contrat.

## ARTICLE 8 – Évaluation

La [nom désignant la collectivité] s'engage à produire un bilan exhaustif annuel de réalisation des actions prévues au contrat. Ce bilan, qui sera remis aux services de l'État en tant que document obligatoire du dossier de demande de renouvellement du contrat et qui prendra la forme d'une fiche-bilan. Ce bilan met en exergue les points suivants :

- mesure de l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés au contrat, dont le nombre de bénéficiaires par action par typologie de publics (EPA/BPI/BPT) et figurant dans les fiches-actions en annexe ;
- dépenses effectivement réalisées sur chaque action ;
- identification précise des reliquats potentiels.

Les services déconcentrés de l'État procèdent à une évaluation contradictoire avec la [nom désignant la collectivité] de la réalisation du contrat, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

## ARTICLE 9 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à :

- la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 8 ;
- l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés par le présent contrat.

## ARTICLE 10 – Avenant

Le présent contrat ne peut être modifié que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie du présent contrat et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui le régissent.

## ARTICLE 11 – Annexes

Les fiches-actions [et les fiches-bilan mentionnées à l'article 8 en cas de renouvellement du contrat] du CTAI présentes en annexes font partie intégrante du présent contrat.

## ARTICLE 12 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Arrêté de récépion en préfecture qu'il y ait lieu de 007-216700191-20250924-DEL2025-157-DE  
Date de télétransmission : 26/09/2025  
Date de réception préfecture : 26/09/2025

## ARTICLE 13 – Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif de [nom du TA compétent] après la recherche d'une solution amiable.

Aubenas,  
le JJ/MM/AAAA

Madame Cécile FAURE, Adjointe à la cohésion sociale  
et aux solidarités de la Ville d'Aubenas

Le/la Préfet/Préfète  
de XXX

Monsieur Jean-Yves MEYER, Président du CCAS de la  
Ville d'Aubenas

Accusé de réception en préfecture  
007-210700191-20250924-DEL2025-157-DE  
Date de télétransmission : 26/09/2025  
Date de réception préfecture : 26/09/2025